

NPA :

Ce qui n'a pas marché

Membre de la direction (CPN) du NPA, je l'ai quitté il y a quelques semaines. Je l'ai fait, constatant que cette organisation avait été littéralement vidée, ce qui rendait illusoire d'y mener la moindre activité, alors que la ligne folle de sa direction la menait dans le mur. Le résultat de l'in vraisemblable campagne Poutou est une fois de plus en train de le démontrer – on y reviendra.

Que l'avenir du NPA soit sombre, très sombre, c'est désormais quelque chose qui fait consensus. Inutile d'y revenir. Mais de nombreux (ex-)militants s'interrogent : comment en est on arrivé là ? C'est à cette discussion que veut contribuer le présent texte.

Des ambiguïtés dès l'origine

Fondé en 2009, le NPA s'appuyait sur l'existence de la LCR, l'audience de son candidat, O. Besancenot, lors de deux présidentielles (et indépendamment du programme qu'il avait défendu, ce qui mériterait une longue discussion). À dire vrai, on est en droit d'avoir plus que des doutes sur le caractère « trotskyste », « révolutionnaire » de la LCR de la fin. Mais enfin, certaines traditions demeuraient, et plus d'un dirigeant de la Ligue rêvait de « moderniser » l'organisation (cf. l'abandon du mot d'ordre de dictature du prolétariat en 2003, le vote pour Chirac en 2002).

Constatons simplement que le projet NPA répondait à ces aspirations. Pour la direction d'alors le parti « large et ouvert » à construire était avant tout un parti largement ouvert à toutes sortes de réformistes (ex. R.-M. Jennar, « jaouessien » revendiqué et tête de liste NPA aux européennes ou Cl. Autain), voire d'authentiques charlatans (p. ex. le groupe islamo-gauchiste d'Avignon ou le groupe dit « *l'Appel et la pioche* » - sic !). Tout ceci aboutit par exemple à des initiatives anarchisantes telles que celle-ci :

« "Opération pique-nique politique" en plein supermarché de Pantin

Une vingtaine de militants du collectif l'Appel et la Pioche, proche du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot, ont organisé samedi à midi un "pique-nique" sauvage dans un supermarché à Pantin (Seine-Saint-Denis), dans le but d'attirer l'attention sur le pouvoir d'achat. Cette action a duré une heure environ... Une vingtaine de militants ont dressé une table de fortune dans les allées du supermarché Leclerc et proposé aux clients de goûter différents produits pris dans les rayons du magasin »¹.

Pour faire passer la pilule aux militants interloqués par des initiatives aussi ouvertement étrangères au mouvement ouvrier, on compléta le tableau avec divers groupes révolutionnaristes : fraction « Étincelle », « Gauche Révolutionnaire », etc., etc. Le tout au nom de la nécessité de regrouper « *le meilleur du mouvement ouvrier* » (?!?!), formule (creuse) qui masquait (mal) le renoncement à toute défense d'un programme déterminé.

Un mélange politiquement indigeste

À la politique visant à gagner patiemment des militants à la défense d'un programme anticapitaliste, on substituait ainsi ouvertement une méthode de *combinazione*, et on aboutit à un parti où coexistaient des réformistes avérés et une collection de sectes, se concurrençant mutuellement et développant leur politique en toute indépendance.

En clair, on était en plein dans la négation des normes de fonctionnement d'un parti révolutionnaire. Ce n'est pas rien : rappelons que c'est justement sur cette question du fonctionnement que se fit la césure entre réformistes et révolutionnaires en 1903....

Ajoutons que le résultat de cette méthode, c'est aussi la décomposition interne : plus de formation, plus de cohésion interne, plus d'activité coordonnée dans les mouvements de masse (en premier lieu les syndicats) Et pendant ce temps, dans la FSU, la future GA poursuivait sa politique de soutien à la direction fédérale...

Questions de méthode

L'échec du NPA, c'est aussi celui d'une méthode politique où les incantations à « lutter » servent à éviter l'élaboration d'une politique révolutionnaire précise. Retour sur la question.

Le gouvernement ouvrier : rappels

Par définition, un parti politique se constitue pour défendre un *programme*, dans notre cas anticapitaliste. A ce propos, le programme des trotskystes, que personne *n'étudie* (eh oui !) au NPA affirme.

« La social-démocratie classique, qui développa son action à l'époque où le capitalisme était progressiste, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : le programme minimum, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le programme maximum, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'a pas besoin de ce pont, car de socialisme, elle ne parle que les jours de fête »².

Et :

« Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat ».

Depuis 1922, pour les marxistes, la question du pouvoir se concrétise par le mot d'ordre de « *gouvernement ouvrier* », défendu ensuite avec acharnement par les trotskystes³. Ce qu'écrivait l'OCI à ce propos en 1972 mérite d'ailleurs d'être rappelé tant cela reste actuel :

« Le gouvernement ouvrier est une nécessité économique car la lutte du prolétariat pour se défendre contre l'exploitation est devenue une lutte politique pour les revendications. Il faut chasser, et au plus vite, gouvernements et gouvernants bourgeois. L'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, des organisations qui les rassemblent et des dirigeants qui parlent en leur nom doit imposer le gouvernement ouvrier. Pour cet objectif, il faut combiner et unir dans un front unique puissant les organisations ouvrières qui doivent s'engager à lutter véritablement contre le gouvernement bourgeois. Le socialisme n'est pas pour un avenir lointain, obscur, la volonté de combattre pour le gouvernement ouvrier représente aujourd'hui le pas immédiat à réaliser, car la leçon que des masses immenses assimilent de plus en plus réside en ceci : si le pouvoir du capital n'est pas renversé, on ne peut supprimer l'exploitation »⁴.

Pour un programme politique – contre le « luttisme »

Il se trouve qu'il y a en France une organisation hostile à tout mot d'ordre de gouvernement, à la méthode transitoire : *Lutte Ouvrière*. Symptomatiquement, par exemple, la brochure électorale de N. Arthaud¹, réaffirme toute une série de revendications par ailleurs discutables, mais ne dit pas un mot de la question du pouvoir, du gouvernement.

Peu à peu, au fil des ans, la LCR puis le NPA ont adopté une méthode voisine. Si le candidat Besancenot défendait avec talent un certain anticapitalisme, il n'a jamais pu formuler la voie *concrète* de la rupture avec l'économie de profit (ce qui est le rôle du mot d'ordre de gouvernement ouvrier).

Et lorsqu'émergea le NPA, les divers courants issus de LO ou fascinés par cette organisation (« *Anticapitalisme et Révolution* », « *Révolution Permanente* », la tendance dite « *claire* » (!) et *tutti quanti*) vont acquérir une influence réelle. Pour ces courants, et pour les raisons évoquées ci-dessus, poser simplement la question du gouvernement était déjà du « réformisme », ce qui en dit long sur leur « trotskysme ».

Résultat : en général, le NPA se contenta de catalogues de revendications suivis d'ardentes déclarations « anticapitalistes » (et parfaitement idéologiques)². On est en plein dans la méthode politique dénoncée par la IV^e Internationale, celle du programme minimum/maximum. À la lutte *politique* pour un gouvernement ouvrier se substituent des exhortations à lutter, en fait très proche d'un certain anarcho-syndicalisme³.

C'était d'autant plus critiquable que depuis plusieurs années la question des institutions a pris une importance incontestable, ce dont témoigne la popularité du mot d'ordre de VI^e République chez les anti-libéraux. À l'évidence, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier, devient central : c'est la réponse *ouvrière* à la crise de plus en plus profonde des institutions de la V^e République.

La question européenne

Une question décisive

La « Construction Européenne » s'est avérée un instrument décisif des politiques impérialistes depuis 1986 (Acte Unique), ce qui rend la question incontournable. Pour ne prendre qu'un exemple, on ne peut comprendre la loi El Khomri indépendamment des diverses directives de Bruxelles en vue de la « réforme » du Travail. Et en France, la question européenne est au premier plan depuis 1992 (référendum sur le Traité de Maastricht).

Pour tout trotskyste ayant raisonnablement étudié ses acquis, la politique à mener est évidente :

- Dénonciation de tous les traités dits Européens, ce qui signifie rompre avec l'UE,

1 Brochure où l'on peut lire texto que « *Si les classes populaires européennes subissent l'austérité, si la population grecque est pressurée, ce n'est pas à cause des traités européens* ». Chapeau l'artiste !

2 Seule exception à ce « luttisme » récurrent : la période 2012-2016, où effectivement, le mot d'ordre de « *gouvernement anti-austérité* » cadra la politique du NPA en formulant une alternative à Valls-Hollande. Mais ce fut une parenthèse : dès 2016, ce mot d'ordre était abandonné, et l'organisation transformée en porte-valises des divers groupes islamo-gauchistes.

3 Rappelons que la caractéristique n°1 de l'anarchisme, c'est son refus de se centrer sur l'objectif de conquête du pouvoir politique par le prolétariat...

- Contre tout chauvinisme, pour des États-Unis Socialistes d'Europe fédérant les gouvernements ouvriers ayant pu se constituer dans chacun des pays concernés.

Dès 2009...

Tout le problème est que ces acquis étaient totalement étrangers aux dirigeants du NPA, qui ont toujours traité ces questions avec la plus grande légèreté. D'où un programme européen de la LCR, puis du NPA, qui était des plus timides :

« Il faut une réponse européenne à la crise, en rupture avec l'UE. La crise exige des solutions radicales sur le plan socio-économique et écologique comme sur le plan démocratique. Il faut mettre à bas le type de construction européenne faite à ce jour, rejeter les traités européens, démanteler les institutions actuelles pour ouvrir un processus constituant pour une nouvelle Europe des travailleurs et des peuples ».

Le NPA ne se prononçait donc pas pour rompre avec l'Union Européenne, mais pour « un processus constituant », c'est-à-dire « une bonne construction européenne ».

Dans ce contexte, la divergence avec les réformistes anti-libéraux était bien faible. Voici p. ex. ce qu'écrit JL Mélenchon :

« L'Union actuelle est seulement un marché unique et les peuples sont soumis à la dictature des banques et de la finance. Comment stopper ce cauchemar ?

Nous devons sortir des traités européens qui nous font obligation de mener des politiques d'austérité, d'abolir l'action de l'État et les investissements publics »⁵.

« Mettre à bas le type de construction européenne faite à ce jour », « sortir des traités européens qui nous font obligation de mener des politiques d'austérité » : le moins qu'on puisse dire, c'est que la différence entre les deux politiques ne sautent pas aux yeux !

Rappelons que la conception marxiste traditionnelle est celle d'États-Unis Socialistes d'Europe groupant *exclusivement* les pays où un gouvernement ouvrier a pu accéder au pouvoir....

Dans la nasse !

Le pire est qu'en 2009, Mélenchon proposa donc au NPA de faire bloc pour les Européennes avec une liste centrée sur le rejet du Traité de Lisbonne, qui venait d'être adopté.

Même si le NPA avait eu une politique trotskyste, centrée sur la rupture avec l'UE et les États-Unis Socialistes d'Europe, la proposition de Mélenchon méritait discussion. Un bloc anti-Traité de Lisbonne, laissant toute latitude à chacune de ses composantes de développer son propre programme européen : ça n'avait rien d'inenvisageable.

Mais en 2009, par pur soucis boutique, la direction du NPA rejeta les propositions unitaires de Mélenchon, croyant encore avoir le rapport de forces électoral en sa faveur. On fit donc savoir à Mélenchon que le NPA n'était disponible que pour « une unité durable ». Ce que personne ne pouvait comprendre : si on est pour une unité « durable », commencer par une unité « ponctuelle » semble naturel.

En clair, le NPA se situait sur une orientation de division frileuse, avec un programme peu discernable de celui du FdG en gestation... Exactement l'inverse de ce qui eut été nécessaire : défendre un programme identifiable, mener une politique de Front Unique agressive pour la rupture avec Bruxelles.

Au final et comme on pouvait s'y attendre, le NPA enregistra aux Européennes de 2009 son

premier échec électoral.

Il est de bon ton de dire que l'échec du NPA serait dû à l'arrogance qu'il eut en 2008-2010 vis-à-vis du Front de Gauche naissant. Le problème est en fait ailleurs : le problème, c'était l'orientation du parti, son incapacité à défendre un programme dont les différences avec celui des appareils réformistes soit identifiable, ne se limite pas à un certain « mouvementisme ». Tout part de là.

Ça continue....

On sait qu'à partir de 2010, par vagues successives, l'aile droite du NPA le quitta - en fait depuis de longues années, elle militait pour un bloc de type FdG, et se rallier à un programme réformiste ne posait guère de problème...

Résultat, l'aile gauchiste, hostile au Front Unique, renforça son influence dans un parti en pleine déliquescence. Or on a vu que l'une des caractéristiques de cette mouvance est son extrême sensibilité à la pression de *Lutte Ouvrière*, organisation pour qui tout combat contre l'UE est par définition chauvin. Et en fait toute une partie de l'ex-LCR ne pense pas autre chose – d'où l'extrême discrétion d'O. Besancenot sur le sujet.

Résultat : le NPA n'eut par exemple *aucune* activité réelle contre la signature du TSCG (2012), question pourtant décisive. Et en 2014, il se présenta aux Européennes là où il le pouvait sur une orientation équivalente à celle de 2009. Le résultat fut sans appel : le NPA n'avait plus d'audience électorale (entre 0,5 et 1%). C'était devenu un petit groupe gauchiste marginal.

Le Brexit : une confirmation

« Ah le Brexit ! Quelle merveilleuse confirmation : ne vous avait-on pas répété que se battre contre l'UE, c'est se situer sur le terrain du chauvinisme ? »

Ainsi raisonnent nombre de responsables du NPA. Ce qui permet de légitimer la politique menée par la (très faible) section locale de la « IV^e Internationale » (SU), son soutien scandaleux à l'UE et son appel à voter « *Remain* » au nom de « l'antiracisme ».

En fait, les travailleurs britanniques savaient pourquoi il fallait voter contre Bruxelles. Incontestablement, ce rejet est alimenté par les mécanismes de mise en concurrence, de dumping social heurtent de plein fouet les travailleurs britanniques sous couvert de libre circulation. Le drame étant que l'autisme dont font preuve *Labour* et syndicats sur la question n'aide pas à définir une politique *de classe*.

Dans ces conditions, ce fut un jeu d'enfants pour le gouvernement *tory* d'utiliser le vote du Brexit dans le sens de ses intérêts, de la xénophobie, etc. Mais en tout cas, rien ne permet de parler de montée d'un racisme de masse en Grande-Bretagne.

Le résultat des législatives partielles de Stoke-on-Trent (23 février 2017) vient encore de le montrer. Lors du référendum de juin, les électeurs y avaient voté Brexit à 69,4%, un record. Or lors des législatives partielles, on n'a pas constaté de surgissement souverainiste, contrairement aux pronostics (intéressés) de certains :

	2015 (voix)	2017 (voix)	
<i>Labour</i>	12 220	7 853	-35,7 %
<i>Conservateurs</i>	7 008	5 154	-26,5 %

<i>Souverainistes (UKIP)</i>	7 041	5 233	-25,7 %
<i>Libéraux-Démocrates (« centristes »)</i>	1 296	2 083	+ 38 %

La baisse des voix travaillistes est certes plus forte que celle des autres partis en raison des manœuvres blairistes. Sans doute certains électeurs ex-travaillistes ont-ils voté *Lib-Dem* et pas *Labour*. Mais il n'y a aucun renforcement conservateur ou souverainiste.

On ne peut donc identifier rejet de l'UE et montée de l'extrême-droite, contrairement à ce qu'on affirme au NPA. Il est même de la responsabilité des révolutionnaires de faire cette différenciation au lieu d'utiliser les complexités de la situation britannique pour capituler face à l'Europe des banquiers et des capitalistes. Ceci étant, naïf serait celui qui ferait confiance au NPA pour défendre une telle politique !

« Avec les islamistes, parfois » (C. Harman, SWP)

L'auteur de ces lignes ayant déjà beaucoup écrit à propos de la question religieuse et de la laïcité, il se contentera de quelques mots sur le sujet.

On sait que s'il est une question à propos de laquelle l'ancienne LCR était désarmée, c'est bien la question de la politique religieuse, la laïcité, etc⁶. Rappelons que ceci allait jusqu'à en appeler à « *renouveler l'analyse marxiste de la religion* » selon M. Löwy, pour qui ce n'était plus « *l'opium du peuple* » que « *dans une large mesure* ».

Mais depuis 20 ans, la LCR a été rejointe par divers groupes relayant la politique du SWP britannique, qui ont encore accentué cet opportunisme. Ainsi pour ces groupes, le port du foulard serait « *l'expression de la révolte des jeunes issus des couches les plus prolétarisées* » et non un ralliement à des pratiques moyenâgeuses. D'où une politique de suivisme vis-à-vis des courants islamo-fascistes⁷ illustrée par la citation titrant cette section. Inutile de dire que tous ces courants se sont très bien accordés avec tous les adversaires de la laïcité qui pullulent au NPA.

Tout le problème que cette politique a mené au pire lorsque les islamistes ont commencé à multiplier leurs crimes en France même (Charlie-Hebdo, 2015). Lors de sa conférence nationale de mars 2016, le NPA adoptait une motion appelant à

« reconnaître le rôle central que joue l'islamophobie d'État dans le dispositif politique et idéologique de la classe dominante, et le fait que la gauche républicaine marginalise celles et ceux qui résistent à l'islamophobie ».

D'où :

« Cela implique(...) de prendre contact avec les organisations antiracistes et des quartiers populaires, en particulier le FUIQP, le CCIF, l'ATMF, les collectifs (...), afin de leur proposer, au cours de la campagne présidentielle, des initiatives militantes et une campagne de visibilité de leurs luttes ».

Bref, le NPA s'alignait ouvertement derrière la galaxie de groupes plus ou moins ouvertement racistes⁸, complaisants vis-à-vis de l'islamisme, qui se proclament représentants des « quartiers populaires » et se fixent pour objectif de

« recomposer le champ politique à partir de la question raciale et anti-impérialiste »⁹

Autrement dit, avec ce vote, le NPA décidait de s'acoquiner avec des groupes ouvertement hostiles au mouvement ouvrier. Car la caractéristique n°1 du mouvement ouvrier, c'est qu'il part quant à lui de la question sociale, et non raciale.

Ph. Poutou : « On est très proches de milieux libertaires ou zadistes »

C'est donc dans ce contexte qu'à la surprise générale, le candidat Ph. Poutou a fini par obtenir in extremis ses parrainages – même Asselineau en a eu plus, ce qui donne une idée d'où en est le NPA. Tout ceci n'efface évidemment pas l'extraordinaire confusion du propos du candidat.

« *Face aux candidats du patronat, un ouvrier qui ne ferme pas sa gueule* »

explique le NPA avec une grande finesse. Pour le moins, c'est un peu court, et on peut douter que les des dénonciations « *des politiciens* » (de Mélenchon à Le Pen, tous dans le même sac !), les appels répétés à « *prendre ses affaires en main* » (?!?) servent à quoi que ce soit (à part à faire porter la responsabilité de la situation sur les travailleurs)...

Le tract NPA du 21 mars énumère les axes de la campagne à venir :

- « *1/ Interdire les licenciements (...)*
- 2/ Réquisitionner les banques et les grandes entreprises (...)*
- 3/ Donner le contrôle à ceux qui font tourner la société*
- 4/ Mettre au-dessus de tout la solidarité et l'égalité »*

Le message a au moins le mérite de la clarté : il s'agit bien d'une campagne *populiste*, et non d'une campagne centrée sur la défense d'un programme *anticapitaliste*, centré sur la question du pouvoir, et de l'Europe des Travailleurs.

Citer tous nos désaccords avec la campagne de l'ouvrier-qui-ne-ferme-pas-sa-gueule serait fastidieux – au-delà de la nécessité d'une candidature unique du mouvement ouvrier, seul moyen de pouvoir envisager qu'il soit présent au second tour.

Citons-en quand même un. Dans la foulée de LO, la direction du NPA passe un temps considérable à dénoncer « le protectionnisme ». Rappelons donc que l'une des premières mesures du gouvernement soviétique fut d'instaurer le monopole du commerce extérieur pour protéger ce qui restait de l'économie russe. Bref, nous pensons quant à nous que la protection des productions locales contre le dumping social serait une des tâches centrales d'un gouvernement anticapitaliste – c'est de cela qu'il faut parler, pas faire de la morale « internationaliste » du niveau de cour d'école.

Au final, la plate-forme électorale de Ph. Poutou affirme :

« *Pour imposer un coup d'arrêt à l'offensive antisociale que nous subissons depuis trop longtemps et pour changer de société, la solution n'est pas le bulletin de vote* ».

En lisant cela, tout travailleur s'interrogera : « *à quoi sert donc la candidature de Poutou dans ces conditions ?* », d'autant plus qu'au-delà de son amateurisme revendiqué, cette campagne a un contenu politique quasi-identique à celle de LO. En l'absence de réponse convaincante, on peut prédire que si ce travailleur vote, ce ne sera pas pour le candidat du NPA...

Tout ceci pour dire que le score désastreux promis au candidat Poutou n'est pas le produit de la « démoralisation » des travailleurs, mais celui d'une politique où l'absurdité le dispute à la confusion.

Conclusion : pour le POID

Pendant plusieurs années, faute de mieux, j'ai participé au NPA, sans pour autant être

proche des libertaires et encore moins des zadistes. Force est de constater que la direction du NPA lui-même a désormais sabordé ce parti. A l'heure de la campagne Poutou, on ne peut qu'en prendre acte.

Parallèlement a émergé le *Parti Ouvrier Indépendant et Démocratique*. Dans une large mesure, sa politique est celle que j'ai défendu durant ces années : un programme centré sur la lutte pour un gouvernement anti-austérité, pour l'Europe des Travailleurs.

Ajoutons que je fais toute confiance à la direction du POID pour ne pas laisser s'instaurer les mœurs invraisemblables que j'ai vu au NPA.

Ma décision de rejoindre cette organisation s'appuie donc sur accord politique profond. Je suis certain que je ne serai pas le seul à faire cette démarche, et je salue fraternellement ceux qui suivront – le plus tôt sera le mieux !

P. Morsu, 25 mars 2017

- 1 AFP, 01/02/2009.
- 2 L. Trotsky : *programme de Transition*.
- 3 Voir à ce propos « *le gouvernement ouvrier en France* » de Trotsky (1922). Mon article « *Front populaire, front-populisme* » (2016) a aussi son rôle dans cette discussion.
- 4 OCI : Rapport à la conférence nationale pour le gouvernement ouvrier (1972).
- 5 *L'avenir en commun* (2017).
- 6 Cf. P. Morsu : *combattre le racisme, combattre l'islamisme* (2016).
- 7 N. Sidi Moussa : *La fabrique du Musulman* (2017)
- 8 Cf le livre infect, raciste de H. Bouteldja. Celle-ci est porte-parole du parti dit des indigènes de la République, organisation avec lequel le NPA entretient des relations étroites.
- 9 H. Bouteldja, citée in N. Sidi Moussa : *op. cit.*